

L'histoire des télécoms à Lannion a commencé par la volonté d'un homme Pierre Marzin alors Directeur général des communications. Il devient par la suite Maire de Lannion. Il fut l'initiateur du développement économique du Trégor dans les années 1960 en obtenant l'implantation d'un établissement du CNET le [Centre national d'études des télécommunications](#) à Lannion. C'était un temps où l'état prescripteur prenait des décisions politiques pour l'aménagement du territoire Français.

Les innovations technologiques du CNET deviendront des produits phares de l'industrie française. L'opérateur unique définirait son besoin et en sous traiterait la réalisation aux industriels venus s'installer dans le Trégor, de Guingamp à Tréguier.

Grâce à ce modèle, la France et le Trégor sont devenus initiateurs et leaders dans des domaines d'avant-garde : d'abord la téléphonie numérique, puis le RNIS et le minitel dans les années 80, et le haut débit au début des années 90.

Cette réussite ne s'est pas faite sans soubresauts. On se rappelle la fermeture des usines de fabrication. Celles-ci sont passées d'un développement fulgurant à une lente érosion rythmée par les luttes sociales.

En parallèle les activités de Recherche & Développement et les fonctions liées à l'exportation se sont développées. Tréguier est devenu un des ports exportateurs les plus importants de France, avant la décision de centraliser les fonctions export vers Paris.

Dans les années 90 , l'industriel CIT-Alcatel dont Lannion est la locomotive exporte sur les 5 continents.

L'optique est aussi un fleuron des laboratoires du CNET. Son industrialisation démarrée à Lannion se fait dans les équipes Transmission d'Alcatel.

Mais un fait majeur va lézarder l'édifice. Les règles de dérégulation en Europe vont conduire à casser les grands acteurs industriels nationaux et modifier de façon irréversible le paysage des télécommunications en France. Elles sonnent le glas de l'innovation partenariale entre Orange et les industriels français.

Alcatel va morceler de plus en plus les développements de ses nouveaux produits. Elle ouvre des sites dans des pays «moins disant socialement» et les met en concurrence pour réduire les coûts des produits et augmenter les profits. Cette politique conduit à une lente érosion des activités en France. Alcatel retire à Lannion sa liberté d'innover !

A la fin des années 1990, Lannion participe au boom de l'optique. Le site emploie alors plus de 2000 salariés. Puis c'est l'éclatement de la bulle internet qui entraîne la quasi disparition des télécom optiques sur le site d'Alcatel.

La théorie des « entreprises sans usines », les externalisations, les délocalisations provoquent des restructurations qui touchent durement Lannion. Les équipes se reconvertissent dans les activités réseaux mobiles à partir de 2000.

En 2007, la fusion Alcatel-Lucent a conduit à une nouvelle réduction de 25% des emplois sur le site. Dans le même temps elle a diminué la gouvernance française. Lannion est encore un centre important mais non essentiel du nouvel ensemble. Il est de moins en moins partie prenante dans les décisions stratégiques du groupe.

Puis vient l'achat d'Alcatel-Lucent par Nokia en 2016. Un des intérêts de Nokia était l'accès au marché nord-Américain mais aussi la mainmise sur ses brevets. Nokia s'engage, devant le gouvernement français, à maintenir les effectifs de R&D en France. De jeunes ingénieurs sont embauchés et viennent s'installer à Lannion.

En parallèle, Nokia déclenche 3 plans sociaux successifs et licencie les salariés des fonctions de services et de support.

Aujourd'hui, en Juillet 2020, et alors que la crise Covid, qui n'est pas encore terminée, montre l'importance des réseaux Internet et téléphonique, l'importance de la proximité des équipes, les risques de perte d'indépendance via les délocalisations à outrance, Nokia se considère libéré de ses engagements et veut déclencher un 4ème plan social d'une ampleur et d'une violence jamais connue.

Nokia veut supprimer 1233 emplois en France dont 402 à Lannion, c'est injustifié, intolérable, incompréhensible et insupportable !

Injustifié, car les problèmes de « trésorerie » et de « rentabilité » derrière lesquels se réfugie la direction de Nokia ne sont pas fondés. Le marché des télécommunications est certes très concurrentiel, mais malgré cela, durant les 4 dernières années, 5 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Le PDG de Nokia a délibérément choisi de privilégier la rémunération du capital au détriment des investissements pour l'avenir. Les salariés n'ont pas à payer la gabegie orchestrée par la direction.

Intolérable, car pour la très grande majorité des suppressions de poste, ce ne sont pas des arrêts d'activités mais bien des délocalisations. Les activités partiraient vers la Chine, l'Inde, le Canada, la Finlande, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie... Contrairement à ce que le président de Nokia France déclare, les évolutions des métiers ne sont pas la principale cause du plan social. En fait, Nokia souhaite abandonner la France. Et cela après avoir profité pendant 4 ans de plusieurs centaines de millions d'euros du crédit impôt recherche, le fameux CIR qui abaisse de façon importante le coût de la R&D en France !

Incompréhensible car les compétences des salariés français sont reconnues. En Recherche et Développement, les collègues sont engagés sur les projets 4G / 5G / Cybersécurité, des projets d'avenir pour le groupe. Dans les métiers supports, par la recherche de nouveaux marchés, par le suivi des contrats signés et de la réalisation des commandes, les salariés permettent à Nokia de réaliser son chiffre d'affaires. Les suppressions de poste impliqueraient forcément des retards sur la réalisation des programmes et des risques sur les résultats de l'entreprise.

Insupportable, particulièrement insupportable, par le désastre humain que le projet de Nokia entraînerait. Pendant les 3 dernières années, des efforts importants ont été déployés pour démontrer les atouts que représente le fait de travailler dans le Trégor : une entreprise technologique de pointe, installée dans une région où les conditions de vie et de travail remarquables permettent une excellente productivité. Parmi les nouveaux embauchés (200 personnes en 3 ans) certains sont dans des équipes sacrifiées alors qu'ils sont encore en période d'essai. Ils ont été utilisés par Nokia pour « remplir les engagements ». C'est écœurant et particulièrement cynique !

C'est une trahison !
Trahison envers les salariés !
Trahison envers le territoire !
Trahison envers les pouvoirs publics !

L'union européenne, le président de la république, des membres du gouvernement ont été acteurs lors du rachat d'Alcatel Lucent par Nokia : ce non-respect d'engagements, balayés par Nokia, renforcerait encore plus chez les citoyens, le sentiment d'impuissance des pouvoirs publics face aux multinationales : c'est un danger pour la démocratie et pour l'économie des territoires mise en danger en permanence. Le pouvoir politique doit agir contre cette trahison !

Ce 4ème plan de suppressions d'emplois de l'ère Nokia serait-il l'ultime étape avant la fermeture de Lannion ? La menace est réelle. Après l'hôpital et Orange, Nokia est le 3ème employeur du bassin. Si le projet de Nokia se réalisait, c'est plus de la moitié des emplois du site qui disparaîtrait. La technopole se retrouverait déstabilisée. Lannion, bassin historique des télécommunications, perdrait une partie de son identité.

Si le projet de Nokia... Si... car aujourd'hui l'objectif du combat des salariés, avec le soutien de la population du Trégor et de ses élus et vous en êtes acteurs ici aujourd'hui, est le retrait de ce plan et le maintien des emplois chez Nokia à Lannion !

Si nous sommes toutes et tous aussi nombreux réunis ce jour pour soutenir les salariés de Nokia, c'est aussi parce que la suppression massive d'emploi prévue sur le site de Nokia à Lannion, et qui risque fort d'amener à la fermeture définitive du site, aurait des répercussions sur tout le Trégor et bien au-delà.

Un emploi industriel supprimé dans une entreprise, c'est entre 3 et 5 emplois menacés sur le bassin de vie et la disparition d'une entreprise majeure, c'est tout l'équilibre du territoire qui est touché.

D'abord c'est le départ d'un grand nombre de jeunes et la perte du savoir faire des plus anciens, c'est l'emploi des conjoints aussi. Pour une entreprise comme Nokia, ou Orange, c'est le départ programmé d'entreprises filiales et sous-traitantes directes. Mais c'est aussi des baisses d'activité et d'emploi dans la sécurité, le nettoyage, la restauration, l'entretien du site.

Nous refusons le départ de familles entières avec les impacts sur les commerces, les services et services publics - et bien sûr particulièrement les écoles de nos communes, qui ferment progressivement et dont beaucoup ne résisteraient pas à d'autres fermetures de classes ou baisses d'enfants scolarisés. Il y aurait aussi un impact pour les collèges, les lycées, l'IUT, l'Enssat y compris dans la capacité d'accueil d'apprentis dans une période qui s'annonce très difficile pour l'accès des jeunes à l'alternance et à l'emploi, du fait de la crise sanitaire. Ce serait un coup dur pour l'hôpital de Lannion-Trestel, déjà fragile, et pour tout le secteur de la santé du Trégor ! Ce serait un coup porté au dynamisme culturel, sportif et associatif local et c'est accentuer le vieillissement de la population qui nous amènerait à un territoire de retraités, de résidents secondaires et d'accueil touristique saisonnier.

Nous le savons, beaucoup, dont les élus locaux, se battent au quotidien pour renforcer l'attractivité de notre territoire, à tous points de vue et y développer des emplois !

400 emplois à Nokia, c'est donc près de 2000 emplois menacés et le double si le site disparaît. Il n'y a donc pas d'autres alternatives à court terme et c'est bien l'annulation de ce plan qu'il faut obtenir.

Pour autant, même avec le maintien de l'emploi chez Nokia, le jour d'après ne se fera pas sans une mutation économique. Les pouvoirs publics, associés aux entreprises privées, doivent être moteur dans l'aménagement du territoire, l'innovation, l'investissement industriel et l'encouragement aux créations de TPE/PME.

Le savoir-faire dans les télécommunications et le numérique du Trégor doivent être repensés localement au service des besoins de la population, de la transition énergétique, à la maîtrise de nos données numériques, des citoyens comme des entreprises, par exemple avec l'implantation d'un centre de données numériques local.

La crise COVID montre aussi nos faiblesses en termes de dépendances industrielles mais aussi alimentaire. Notre territoire peut contribuer à diminuer ces points faibles.

Nous en avons le potentiel ! Déjà notre position géographique, avec l'une des plus vastes zones nationales de potentiel éolien flottant au large de nos côtes. Le développement du solaire, facilité par une production locale de panneaux. Le développement des circuits courts, y compris énergétiques. C'est aussi la pépinière d'entreprises innovantes, souvent d'anciennes jeunes pousses du CNET puis d'Orange labs ou d'Alcatel.

En s'appuyant sur les synergies et coopérations existantes, notre savoir-faire, notre tissu industriel et le soutien fort des collectivités dans l'aménagement de notre territoire, un projet global, mais local pour le Trégor est possible qui ne dépendrait plus alors de la seule stratégie du profit maximal des multinationales, qu'elle soit de Finlande ou d'ailleurs !

Et ainsi le Trégor sera toujours debout !